



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**MISSIONS DE CONSEILS, D'ETUDES, D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE
ET DE MAITRISE D'ŒUVRE DANS LE DOMAINE DES INFRASTRUCTURES**

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

SODEAL
21 Cours des gentilshommes
34300 CAP D'AGDE

PREAMBULE

La SODEAL est concessionnaire de service public pour la gestion et l'exploitation du port du cap d'Agde, du Port d'Ambonne et du Centre Nautique de la Ville d'Agde.

Dans ce cadre, elle souhaite s'adjoindre les services d'un bureau d'études pour mettre en exécution son schéma directeur.

L'ambition du projet est de transformer et moderniser le port du Cap d'Agde pour le rendre plus attractif et augmenter la fréquentation.

Les ports du Cap d'Agde existent depuis 40 ans. Avec ses 3 500 anneaux - 3200 au Port Principal et 300 au Port Ambonne - il représente l'un des plus importants ports de plaisance en Europe. Il se doit d'être en constante évolution :

- Pour moderniser ses équipements portuaires ;
- Pour accueillir de nouveaux bateaux et soutenir la filière nautique, en conciliant exigences de gestion du port et protection du milieu marin.

Le tout avec pour objectif de répondre aux besoins des plaisanciers : qualité relation client, satisfaction client, sécurité, propreté, environnement, etc.

Le Plan d'Investissement Pluriannuel se présente sous la forme d'un SCHEMA DIRECTEUR, qui décline notre stratégie sur 20 ans pour Port Cap d'Agde, Port Ambonne et le Centre Nautique.

Ainsi ont été définis 11 axes d'intervention, chacun d'eux faisant l'objet d'actions sous forme d'engagements et d'intentions.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation est organisée en vue de sélectionner un candidat compétent pour assurer des missions de conseils, d'études et de maîtrise d'œuvre dans les domaines des infrastructures. Ces missions seront réalisées dans le cadre d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande.

La mission de maîtrise d'œuvre sera une mission de base en infrastructures, définie aux articles L2430-1, R2431-1 à R2431-3, R2431-24 à R2431-31 du Code de la Commande Publique.

Une mission de base de maîtrise d'œuvre comprend les éléments suivants :

Mission(s)	Désignation
AVP	Avant-projet
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Autres éléments de mission :

Mission(s)	Désignation
DIAG	Diagnostic
EP	Etudes préliminaires
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination

Missions complémentaires :

Mission(s)	Désignation
CIE	Coordination des intervenants extérieurs
TTG	Etablissement des spécifications des Travaux topographiques et Géotechniques
CDR	Coordination des déplacements des réseaux
ACI	Assistance pour la Concertation et l'information du public
DT	Assistance au maître d'ouvrage pour les demandes de subvention

Le contrat comprend également des missions de conseils, d'études, d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Le lieu d'exécution des prestations est le port du Cap d'Agde, port Ambonne, le centre nautique et plus largement le domaine d'intervention de la SODEAL.

Le maître de l'ouvrage est la SODEAL, Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie à l'article L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

2-3. Nature de l'attributaire

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : le marché sera conclu soit avec un prestataire unique, soit avec des prestataires groupés dont le mandataire sera clairement identifié.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule candidature en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

2-4. Variantes

Les variantes sont autorisées.

2-5. Durée du marché

4 ans

2-6. Délais d'exécution

Les règles concernant les délais d'exécution sont fixées dans chaque bon de commande.

2-7. Modifications de détail au dossier de consultation des concepteurs

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au présent dossier de consultation. Celles-ci seront communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-9. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

2-10. Visite du site des prestations

Sans objet

ARTICLE 3. QUANTITE OU ETENDUE GLOBALE DU MARCHE

Le montant maximal de l'ensemble des commandes est fixé à 138 000 € H.T. sur la durée globale du marché.

ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française. Toutefois le maître d'ouvrage se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

4-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent Règlement de Consultation valant programme (RC)
- L'Acte d'Engagement et ses annexes (AE)
- Le Cahier des Charges Particulières (C.C.P.)

4-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Lettre de candidature (formulaire DC1 ou équivalent) habilitation du mandataire par ses cotraitants, remplie, datée et signée	Non
Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2 ou équivalent) complétée	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Présentation de références significatives de moins de 5 ans des candidats (et le cas échéant, chacun des membres d'un groupement), en précisant la nature de l'opération, le montant, la date, le destinataire (public ou privé), le rôle tenu par le candidat (et le cas échéant, le nom des autres membres du groupement) et des éléments visuels illustrant ses références (pour les nouvelles entreprises, tout autre moyen de prouver leur capacité à exécuter les prestations)	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché	Non

Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Non
--	-----

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique. Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés ci-dessus par le pouvoir adjudicateur, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Libellés	Signature
Le mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du marché. Ce dernier devra contenir les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Organisation en personnel pour la présente mission (dont curriculum vitae et organigramme) ; • Procédures de travail pour assurer la qualité des prestations ; • Justification de la réactivité du candidat pour l'exécution des différentes missions ainsi que pour répondre aux sollicitations ponctuelles éventuelles du maître d'ouvrage • Méthodologie mise en œuvre pour assurer une bonne communication avec l'ensemble des acteurs de l'opération. • Références pour des opérations similaires de moins de 5 ans et certificats de capacités signés de Maîtres d'ouvrages. Qualifications. 	Non
Le Règlement de la Consultation valant programme : document ci-joint.	Non
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le cahier des clauses particulières (CCP)	Non
Le règlement de la consultation - programme de l'opération	Non

4-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

En vertu de l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur qui constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

4-4. Documents à fournir par l'attributaire du marché

Les attestations d'assurance seront, si elles sont exigées, remises par l'attributaire avant la notification du marché.

ARTICLE 5. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Les offres seront examinées conformément au Code de la Commande Publique, sur la base des critères suivants :

Libellé	Note sur
1 - Prix des prestations Note = (note moins disante/ note analysée) * 40	40
2 - Constitution et organisation de l'équipe. Le candidat devra présenter la constitution et l'organisation de l'équipe affectée au présent marché, préciser les moyens humains mobilisés, la répartition des tâches et les dispositions prises pour assurer la coordination tout au long de la mission	20
3 - Valeur Technique de l'offre. Le candidat devra préciser les procédures de travail mises en place, faisant ressortir la réactivité du candidat, les réunions prévues, les modes de validation qui seront mis en place et justifier sa rémunération.	25
4 - Références. Nombre et qualité des références pour des opérations de même nature de moins de 5 ans et certificats de capacités. Qualifications.	15

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ayant présenté une offre. S'il décide de négocier, le pouvoir adjudicateur choisira librement les candidats avec lesquels il souhaite engager les négociations, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

La négociation peut se dérouler en phases successives à l'issue desquelles certains candidats sont éliminés.

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient le plus grand nombre de points, elle est déclarée attributaire du marché à condition que son auteur fournisse les certificats, attestations ou déclarations mentionnés ci-dessus. Dans le cas contraire, son élimination sera prononcée par le maître d'ouvrage qui présentera alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement ne sera pas pris en compte.

Le maître d'ouvrage pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres seront établies en euros.

Les offres doivent être envoyées par voie électronique à l'adresse : <https://demat.centraledesmarches.com>

ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la consultation, les candidats devront faire parvenir, au plus tard une semaine avant la date limite de remise des offres, une demande écrite via la plateforme électronique <https://demat.marches.medialex.fr>

Une réponse sera alors adressée en temps utile sur la même plateforme électronique.

ARTICLE 8. PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 2

Tél : 04 67 54 81 00

Télécopie : 04 67 54 74 10

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 2

Tél : 04 67 54 81 00

Télécopie : 04 67 54 74 10

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr